

536521-2026 - Mededinging

Frankrijk – Reparatie- en onderhoudsdiensten – Maintien en Conditions Opérationnelles (MCO) des groupes de conditionnements carburants et des enceintes climatiques de DGA Essais propulseurs à Saclay (91) et prestations et fournitures associées.

OJ S 147/2026 03/08/2026

Aankondiging van een opdracht of concessie – standaardregeling

Diensten - Leveringen

1. Koper

1.1. Koper

Officiële naam: DGA/DOMN/S2A

E-mail: dga-s2a-idfn.achats.fct@intradef.gouv.fr

Rechtsvorm van de koper: Publiekrechtelijke instelling

Activiteit van de aanbestedende dienst: Defensie

2. Procedure

2.1. Procedure

Titel: Maintien en Conditions Opérationnelles (MCO) des groupes de conditionnements carburants et des enceintes climatiques de DGA Essais propulseurs à Saclay (91) et prestations et fournitures associées.

Beschrijving: Il est précisé que la date et l'heure limites pour la remise des plis est le 16/09 /2026 à 11h00 (heure de Paris). Celles inscrites à la rubrique 5.1.12 sont au format UTC.

Le présent projet de marché est un marché de défense et de sécurité. Il est soumis à la procédure avec négociation conformément aux dispositions des articles L2324-1, L2324-3, R2324-1, R2324-3, R2361-1, R2361-8 à R2361-12 du Code de la commande publique (CCP). En application des articles L2325-1 1°, R2362-1 à R2362-8 du CCP, il s'agit d'un accord-cadre donnant lieu à la passation de marchés subséquents et de bons de commandes.

L'accord-cadre est mono attributaire. Sa période de validité est de 6 ans. Le montant maximum indiqué en rubriques 2 et 5 ci-après est en hors-tax.

La présente publication concerne uniquement un appel à candidature. Le dossier de consultation sera envoyé ultérieurement et uniquement aux candidats admis à soumissionner. L'accord-cadre prévoit des prestations suivantes : Prestations sous forme de forfait annuel de maintenance par bons de commande. Prestations et fournitures hors forfait annuel de maintenance par bons de commande et marchés subséquents.

Les candidats doivent préciser s'ils se présentent seuls ou en groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter pour l'AC, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements et en qualité de membres de plusieurs groupements.

La composition des groupements ne peut pas être modifiée entre la candidature et la remise de l'offre.

De plus, les dispositions des articles R2142-23 et R2342-14 du CCP s'appliquent.
Conformément à l'article R 2342-7 du code de la commande publique, la présente procédure n'est pas ouverte aux opérateurs économiques des pays tiers à l'union européenne ou à l'espace économique européen.

Pour reproduire les conditions de pression et de température nécessaires aux essais, DGA Essais propulseurs dispose d'installations de conditionnement d'air et de bancs d'essais. Les bancs, dans lesquels sont placés les spécimens à tester, sont reliés par un ensemble d'équipements constituant le réseau d'atmosphérisation (tuyauteries, vannes, fours, réfrigérants, sécheurs, ...) à des moyens d'alimentation et d'extraction d'air permettant de simuler les conditions d'un vol du spécimen. L'opération se positionne dans le cadre des contrôles réglementaires et de la maintenance préventive et corrective de l'ensemble des équipements de DGA Essais propulseurs permettant de conditionner en température les carburants utilisés dans les bancs d'essais et conditionner en température les différents composants et moteurs utilisés lors des essais à DGA Essais propulseurs. L'objectif de l'opération est de maintenir en conditions opérationnelles chaque équipement en assurant sa maintenance préventive, ses contrôles réglementaires avec, le cas échéant, sa mise à niveau vis-à-vis de la réglementation et sa réparation en cas de panne.

Identificatiecode van de procedure: 345aae77-1a78-44a3-9fc2-4ba7380c04cb

Interne identificatiecode: DA_00005946

Type procedure: Onderhandelingsprocedure met voorafgaande oproep tot mededinging / mededingingsprocedure met onderhandeling

De procedure wordt versneld: neen

2.1.1. Doel

Aard van het contract: Diensten

Belangrijkste classificatie (cpv): 50000000 Reparatie- en onderhoudsdiensten

2.1.2. Plaats van uitvoering

Postadres: Division achats - Ile de France/Normandie 10 rue Jean Rostand - Saclay

Stad: Saclay

Postcode: 91400

Onderverdeling land (NUTS): Essonne (FR104)

Land: Frankrijk

2.1.3. Waarde

Geraamde waarde exclusief btw: 1 700 000,00 EUR

Maximumwaarde van de raamovereenkomst: 1 700 000,00 EUR

2.1.4. Algemene informatie

Aanvullende informatie: 1) Protection des données à caractère personnel :

Les données sont traitées pour la finalité de gestion des procédures d'achat en passation. Ces données sont accessibles aux personnels du service des achats d'armement en charge de la gestion contractuelle dans le strict respect de leurs attributions. Les données sont conservées 5 ans à compter de la date de signature du marché. Pendant cette période, nous mettons en place tous moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés. Le destinataire de la présente mention d'information la communique aux personnes concernées. Conformément au Règlement Général sur la protection des données

(RGPD) en vigueur depuis le 25 mai 2018, les personnes concernées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification sur leurs données ou encore de limitation du traitement. Lesdites personnes peuvent, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, exercer leurs droits en contactant le correspondant RGPD de la DGA à l'adresse suivante : dga.rgpd.fct@intradef.gouv.fr

2) Compléments d'informations:

La durée du projet de marché indiquée à la rubrique 5.1.3 est donnée à titre purement indicatif. Le présent avis ne concerne que la phase candidature. Le DCE sera accessible sur PLACE (www.marches-publics.gouv.fr) pour les candidats qui seront admis à déposer une offre.

3) Modalités de transmission des plis : Les plis ne doivent pas être déposés sur l'adresse fonctionnelle mise en rubrique 8.1. Ils doivent être transmis sur PLACE (www.marches-publics.gouv.fr) en suivant les instructions du document « Modalités de transmission des plis » disponibles sur <https://armement.defense.gouv.fr/achatsdarmement/documentation-et-referentiels-pour-les-achats/modalites-de-transmission-des-plis>. En cas de difficultés pour accéder à ce fichier, les renseignements pourront être obtenus à l'adresse figurant en rubrique 8.1. Attention, pour chaque étape de la procédure (étape candidature et étape offre), les candidats et soumissionnaires appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils transmettent à l'acheteur. Il est rappelé que chaque candidat est responsable du moyen d'acheminement de son pli. Aucun pli déposé (cas de la transmission électronique) ou reçu (cas de la réception par voie postale) ou remis (cas du dépôt par coursier ou porteur) après la date et l'heure limite mentionnée en 5.1.12 ne sera pris en considération.

La transmission électronique des candidatures et des offres est autorisée. Les plis peuvent être transmis soit par voie électronique via la plateforme des achats de l'État (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr), soit sur support physique (support papier ou électronique type clé USB) à l'adresse figurant en rubrique 8.1. Une copie de sauvegarde pourra être envoyée, à l'adresse figurant en rubrique 8.1 précitée, en cas d'envoi du pli par voie électronique.

En cas de dépôt de plis à l'adresse précitée, il incombe au candidat de prévoir un délai suffisant (au moins une heure à compter de son arrivée sur le site) pour les formalités de prise en charge de son pli. Pour des raisons de sécurité, le dépôt de pli par coursier ou porteur est soumis à des règles strictes (présentation de carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité, papiers de l'éventuel véhicule). Se présenter à l'entrée à l'adresse indiquée et contacter le numéro de téléphone indiqué à chaque étape de la dépose (portail d'entrée et quai de dépose des plis) en cas de besoin. Les plis devront être transmis de façon à garantir leur confidentialité.

4) Contraintes liées à la sécurité de l'information / à la protection du secret prévue pour le projet de marché:

Les prestations dues au titre du présent projet accord-cadre sont susceptibles de nécessiter l'accès à une ou plusieurs catégories d'emprise suivantes : une zone protégée, un point d'importance vitale (PIV), une zone nucléaire d'accès réglementé, une zone réservée, un terrain militaire clos ou une zone à régime restrictif. Les dispositions du code de la défense, de l'Instruction générale interministérielle 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

(dit "IGI" dans la suite du texte), de l'Instruction ministérielle 900 relative à la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles (dit "IM" dans la suite du texte), du code pénal et des réglementations spécifiques ainsi que celles du plan de prévention de chaque emprise concernée seront applicables en fonction de la catégorie d'emprise concernée. Ainsi, il pourra être procédé à une enquête administrative pour le renseignement et la sûreté à l'égard des personnes physiques extérieures au ministère des Armées qui seraient amenées à intervenir sur une de ses emprises. Cette enquête administrative préalable à l'accès aux zones sensibles fera l'objet d'un encadrement strictement prévu pour chaque emprise. Elle permet d'autoriser ou, le cas échéant, de refuser l'accès au site du ministère. Les opérateurs concernés devront prendre contact, dans un délai suffisant, auprès du responsable du site. Cf. « Conditions de la procédure » en rubrique 5.1.12 ci-après. Tout personnel d'un opérateur économique ne répondant pas aux obligations liées aux modalités d'accès, nécessaires à l'exécution du marché sur un site du ministère des Armées, sera rejeté. Ces obligations varient en fonction du type de catégorie d'emprise concernée (cf. IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale).

5) Signature des documents:

Les documents contenus dans le dossier de candidature nécessitant une signature devront être signés par une personne habilitée à engager la société (avec indication du nom, prénom, de la qualité du signataire, et avec apposition du cachet de la société). Si le signataire des documents n'apparaît pas dans les informations publiques via le numéro SIREN ou du document équivalent pour les candidats établis à l'étranger, tout document attestant de la capacité du signataire à engager la société. En ce qui concerne les fichiers électroniques, un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé électroniquement et séparément par une personne habilitée à engager la société (cf « Modalités de transmission des plis précité en rubrique 2.1.4 »). Une signature manuscrite scannée ne peut pas remplacer la signature électronique. Tous les membres du groupement devront opter pour le même format de signature (manuscrite ou électronique) sans possibilité de mixer les deux types de signatures. La fourniture de tous les éléments/documents listés en rubriques 5.1.9, est primordiale, sous peine de rejet de la candidature de l'opérateur économique.

6) Informations diverses:

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques (cotraitants ou sous-traitants ou (le cas échéant) sous-contractants ne présentant pas le caractère de sous-traitant) pour justifier de ses capacités techniques et/ou financières, il doit préciser la nature des prestations qui leurs seront confiées et fournir les preuves de leurs capacités en la matière. De plus il doit apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Rechtsgrondslag:

Richtlijn 2009/81/EG

2.1.6. Gronden voor uitsluiting

Bronnen voor uitsluitingsgronden: Aankondiging

Niet-nakoming van verplichtingen op grond van louter nationale uitsluitingsgronden: En plus du motif d'exclusion "Violation des obligations établies en vertu de motifs d'exclusion purement nationaux" précité, les motifs suivants sont aussi applicables :

*****:

Biens administrés par un liquidateur/Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme /Corruption/Etat de cessation d'activités/Faillite/Fiabilité insuffisante pour exclure les risques pour la sécurité du pays/Fraude/Infraction concernant sa conduite professionnelle dans le domaine des marchés de défense/Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes/Insolvabilité/Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail /Manquement aux obligations dans le domaine du droit social/Participation à une organisation criminelle/Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale criminelle /Violation de l'obligation relative au paiement des cotisations de sécurité sociale/Violation de l'obligation relative au paiement des impôts.

*****:

Afin de déclarer sur l'honneur que le candidat n'est soumis à aucune interdiction de soumissionner s'agissant de ces 17 motifs, les renseignements demandés dans les formulaires DC1 et DC2, entièrement complétés dans leur dernière version et accessibles sur le site "<https://armement.defense.gouv.fr/achats-darmement/documentation-et-referentiels-pour-les-achats/modalites-de-transmission-des-plis>" sont à fournir par chaque candidat ou membre d'un groupement.

5. Perceel

5.1. Perceel: LOT-0001

Titel: Maintien en Conditions Opérationnelles (MCO) des groupes de conditionnements carburants et des enceintes climatiques de DGA Essais propulseurs à Saclay (91) et prestations et fournitures associées.

Beschrijving: Cf rubrique 2.1 "Procédure -Description " ci-avant.

Interne identificatiecode: DA_00005946

5.1.1. Doel

Aard van het contract: Diensten

Aanvullende aard van het contract: Leveringen

Belangrijkste classificatie (cpv): 50000000 Reparatie- en onderhoudsdiensten

5.1.2. Plaats van uitvoering

Postadres: 10 rue Jean Rostand

Stad: Saclay

Postcode: 91400

Onderverdeling land (NUTS): Essonne (FR104)

Land: Frankrijk

5.1.3. Geraamde duur

Begindatum: 15/04/2027

Einddatum van de duur: 15/04/2033

5.1.4. Verlenging

Maximumaantal verlengingen: 0

5.1.5. Waarde

Geraamde waarde exclusief btw: 1 700 000,00 EUR

Maximumwaarde van de raamovereenkomst: 1 700 000,00 EUR

5.1.6. Algemene informatie

Voorbehouden deelname:

Deelname is niet voorbehouden.

De namen en beroepskwalificaties van het voor de uitvoering van de opdracht ingezette personeel moeten worden vermeld: Vereist in inschrijving

Aanbestedingsproject dat niet uit EU-fondsen wordt gefinancierd

Deze aanbesteding is ook geschikt voor kleine en middelgrote ondernemingen (kmo's): ja

5.1.7. Strategische aanbestedingen

Aanpak voor het beperken van milieueffecten: Andere

5.1.9. Selectiecriteria

Bronnen van selectiecriteria: Aankondiging

Criterium: Andere economische of financiële eisen

Beschrijving van het selectie criterium: Fournir une déclaration concernant le chiffre d'affaire annuel global du candidat (ou du groupement) et la part de ce chiffre d'affaires concernant les fournitures, prestations et travaux faisant l'objet du marché réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2).

Criterium: Andere economische of financiële eisen

Beschrijving van het selectie criterium: Capacité technique et/ou professionnelle : Pour démontrer ses capacités le potentiel candidat devra démontrer ses moyens par la production des preuves suivantes : 1.Compétence en installations frigorifiques : Le candidat justifiera de sa maîtrise technique en fournissant : -2 attestations de réalisations antérieures similaires (avec mention de la nature des fluides et de la quantité traitée) réalisées au cours des 3 dernières années. -la copie des attestations de compétences réglementaires en vigueur (Certifications F-gaz de niveau adapté, certification QualiClimaFroid ou habilitations équivalentes) détenues par les techniciens de l'entreprise. 2.Compétence en réglementation des Équipements Sous Pression (DSP) : Le candidat démontrera sa capacité à appliquer les codes techniques (CODAP, CODETI, CODRES, etc.) en fournissant : -la description de sa méthodologie interne d'analyse et de calcul en lien avec les prescriptions techniques applicables. -la preuve de la qualification de ses ingénieurs ou bureaux d'études partenaires via un tableau détaillant les compétences détenues par chaque personnel (titres de compétence, formations spécifiques aux codes techniques mentionnés). -un modèle de rapport d'étude illustrant l'application de ces codes. 3.Compétences de l'entreprise : Le candidat démontre : -au travers de références antérieures à l'appui, une démonstration de sa capacité à mettre en place une organisation, des méthodes et des moyens associés (en propre ou avec le concours de cotraitant(s) ou soustraitant(s)) pour travailler en sous-section 4 (article R4412.144) du code du travail en matière d'amiante. -la copie de son habilitation préfectorale pour les fluides frigorigènes. -sa capacité à travailler en atmosphère explosive : l'habilitation ATEX niveau 0. De plus, la présence d'amiante est certaine sur le réseau. Il est donc nécessaire de prendre en compte des exigences particulières pour le respect de la réglementation en matière d'amiante. En résumé, pour ce type de contrat le titulaire doit prouver qu'il dispose de la capacité à satisfaire un éventail de compétences dans divers domaines tels que : - Intervention sur installations et réseaux hydrauliques et frigorigène possédant l'habilitation préfectorale pour les fluides frigorigènes ; - Réalisation des prestations selon le CODAP, CODETI, CODRES et DESP (arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples) ; - Intervention en présence de peinture au plomb ; - Intervention en atmosphère ATEX, niveau 0, 1 et 2 ; - Intervention en sous-section 4, (article R4412.144) du code du travail en matière d'amiante.

En cas de groupement, chaque membre du groupement apportera les documents attendus et

/ou les preuves des compétences attendues qu'il possède en lien avec les capacités détenues.

Le candidat (ou le groupement) n'ayant pas démontré par tout moyen leur(s) capacité(s) ou compétence(s) dans chacun des domaines précités, sera éliminé.

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques (sous-traitants) pour justifier de ses capacités techniques, il doit préciser la nature des prestations qui leurs seront confiées et fournir les preuves de leurs capacités en la matière. De plus il doit apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié et doit être signée du cotraitant/sous-traitant.

Criterium: Andere economische of financiële eisen

Beschrijving van het selectiecriterium: Situation propre – DC1 DC2 :

Les renseignements demandés dans les formulaires DC1 et DC2, entièrement complétés et signés pour le DC1 dans leur dernière version et accessibles sur le site: <https://armement.defense.gouv.fr/achats-darmement/documentation-et-referentiels-pour-les-achats/modalites-de-transmission-des-plis> (pour chaque candidat ou membre d'un groupement). En cas de candidature groupée, il est toutefois recommandé de ne renseigner qu'un seul formulaire DC1 par groupement qui devra être signé par chaque cotraitant ou par le seul mandataire du groupement habilité à cet effet par chaque cotraitant. La preuve du mandat doit être fournie. Un DC2 est fourni par cotraitant en cas de groupement.

Criterium: Inschrijving in een handelsregister

Beschrijving van het selectiecriterium: 1) Situation propre – nationalité et aptitude professionnelle du candidat français :

Le numéro unique d'identification (SIREN).

2) Situation propre – nationalité et aptitude professionnelle du candidat non français :

Tout renseignement justifiant de la nationalité et de l'aptitude professionnelle du candidat. Lorsque l'immatriculation de la société à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants : a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription. b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel. c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement de la société ne délivrent pas un tel document ou lorsque ce dernier n'est pas complet, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement de la société. Les documents remis dans une autre langue que la langue française doivent être accompagnés d'une traduction en français. En cas de contradiction entre les deux documents, la version française fait seule foi.

Informatie over de tweede fase van een procedure in twee fasen:

De procedure verloopt in opeenvolgende fasen. In elke fase kunnen deelnemers afvallen

5.1.10. Gunningscriteria

Beschrijving van de methode die moet worden gebruikt als de weging niet aan de hand van criteria kan worden uitgedrukt: Les critères de sélection des offres seront énoncés dans le règlement de la consultation

5.1.11. Aanbestedingsstukken

Toegang tot bepaalde aanbestedingsstukken is beperkt

Talen waarin de aanbestedingsstukken officieel beschikbaar zijn: Frans

Informatie over beperkt toegankelijke documenten is beschikbaar op: www.marches-public.gouv.fr

Ad-hoccommunicatiekanaal:

Naam: PLACE (Plateforme des achats de l'Etat)

URL: www.marches-publics.gouv.fr

5.1.12. Voorwaarden van de aanbesteding

Voorwaarden voor indiening:

Verplichte vermelding van onderaanneming: Het gedeelte van de opdracht dat de inschrijver voornemens is in onderaanneming te geven

Elektronische indiening: Vereist

Adres voor indiening: www.marches-publics.gouv.fr

Talen waarin inschrijvingen of verzoeken tot deelname kunnen worden ingediend: Frans

Elektronische catalogus: Niet toegestaan

Varianten: Niet toegestaan

Uiterste datum voor de ontvangst van verzoeken tot deelname: 16/09/2026 11:00:00 (UTC+02:00) Oost-Europese tijd, Midden-Europese zomertijd

Voorwaarden van het contract:

De uitvoering van de opdracht moet plaatsvinden binnen het kader van programma's voor maatwerkbedrijven: Neen

Voorwaarden met betrekking tot de uitvoering van de opdracht: Les prestations du projet de marché sont susceptibles de nécessiter l'accès à des catégories d'emprise suivantes : zone protégée, point d'importance vitale, zone nucléaire d'accès réglementé, zone réservée, terrain militaire clos ou zone à régime restrictif. Le code de la défense, l'Instruction générale interministérielle 1300, l'Instruction ministérielle 900, le code pénal et les réglementations spécifiques ainsi que le plan de prévention de chaque emprise concernée seront applicables en fonction de la catégorie d'emprise concernée. Ainsi, il pourra être procédé à une enquête administrative pour le renseignement et la sûreté à l'égard des personnes physiques extérieures au ministère amenées à intervenir sur une de ses emprises. Cette enquête préalable permet d'autoriser ou, le cas échéant, de refuser l'accès au site du ministère. Les opérateurs concernés devront prendre contact, dans un délai suffisant, auprès du responsable du site.

Elektronische facturering: Vereist

Financiële regeling: Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires propres au ministère des Armées. Le régime des paiements (versements d'avance, acomptes, soldes ...) est conforme aux dispositions des articles L2391-1 à L2392-10, R2391-1 à R2391-7, R2391-12 à R2391-28, R2393-24 à R2393-40 du code de la commande publique. Le type et la forme de prix des prestations seront précisés dans le cahier des charges. Le délai de paiement est de 30 jours maximum et mis en œuvre conformément aux articles L2392-10, R2392-10 à R2392-12 et D2392-11 du code de la commande publique. Le mode de règlement est le virement. Le comptable assignataire chargé des paiements est : L'agent comptable des

services industriels de l'armement (ACSI) Le Vendôme III - 11, rue du Rempart - 93 196
Noisy Le Grand CEDEX Les factures seront envoyées exclusivement sous forme
dématérialisée.

Onderaanneming:

De contractant moet elke verandering van onderaannemer tijdens de uitvoering van de
opdracht aangeven.

5.1.15. Technieken

Raamovereenkomst:

Raamovereenkomst, zonder hernieuwde oproep tot mededinging
Maximumaantal deelnemers: 99

5.1.16. Nadere inlichtingen, bemiddeling en evaluatie

Informatie over de termijnen voor beroep: Le Tribunal administratif chargé des recours est :
Tribunal administratif de Versailles 56 Av. de Saint-Cloud, 78000 Versailles.

L'organisation chargée d'informer des recours est le greffe du tribunal précité.

Les recours juridictionnels suivants peuvent être exercés contre cette procédure de passation
et le contrat en cause : un référé précontractuel (art. L.551-1 et s. du code de justice
administrative) depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat ;
un référé contractuel (art. L. 551-13 et s. du code de justice administrative) dans un délai de
trente et un jours en cas de publication d'un avis d'attribution du contrat au journal officiel de
l'Union européenne ou dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la
conclusion du contrat, en l'absence de la publication d'un avis d'attribution ou de la notification
de la conclusion du contrat ; un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai
de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE,
Ass., 4 avr. 2014, Département de Tarn et Garonne, n°358994).

Organisatie die nadere inlichtingen over de aanbestedingsprocedure verstrekt: DGA/DOMN
/S2A

Organisatie die offlinetoegang verleent tot de aanbestedingsstukken: DGA/DOMN/S2A

Organisatie die verzoeken tot deelname ontvangt: DGA/DOMN/S2A

Organisatie die inschrijvingen verwerkt: DGA/DOMN/S2A

8. Organisaties

8.1. ORG-0001

Officiële naam: DGA/DOMN/S2A

Afdeling: DA IdFN

Postadres: Division achats - Ile de France/Normandie 10 rue Jean Rostand - Saclay

Stad: SACLAY

Postcode: 91400

Onderverdeling land (NUTS): Essonne (FR104)

Land: Frankrijk

Contactpunt: Ne pas déposer les plis et les questions sur l'adresse électronique ci-après. Voir
la rubrique "Informations complémentaires" (rubrique 2.1) pour les modalités de transmissions
des plis.

E-mail: dga-s2a-idfn.achats.fct@intradef.gouv.fr

Telefoon: 0000000000

Internetadres: <https://armement.defense.gouv.fr/>

Eindpunt voor informatie-uitwisseling (URL): <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Kopersprofiel: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Rollen van deze organisatie:

Koper

Organisatie die nadere inlichtingen over de aanbestedingsprocedure verstrekt

Organisatie die offlinetoegang verleent tot de aanbestedingsstukken

Organisatie die verzoeken tot deelname ontvangt

Organisatie die inschrijvingen verwerkt

8.1. ORG-0000

Officiële naam: Publications Office of the European Union

Registratienummer: PUBL

Stad: Luxembourg

Postcode: 2417

Onderverdeling land (NUTS): Luxembourg (LU000)

Land: Luxemburg

E-mail: ted@publications.europa.eu

Telefoon: +352 29291

Internetadres: <https://op.europa.eu>

Rollen van deze organisatie:

TED eSender

Informatie over een aankondiging

Identificatiecode/versie van de aankondiging: b36ded3b-a87c-4f27-ae74-53aabdd3617f - 01

Type formulier: Mededinging

Type aankondiging: Aankondiging van een opdracht of concessie – standaardregeling

Subtype aankondiging: 18

Verzenddatum van de aankondiging: 31/07/2026 12:51:20 (UTC+00:00) West-Europese tijd, GMT

Talen waarin deze aankondiging officieel beschikbaar is: Frans

Publicatienummer aankondiging: 536521-2026

Nummer uitgave PB S: 147/2026

Datum van bekendmaking: 03/08/2026